

nécessité?” Si cela devait se produire, la guerre éclaterait en Amérique centrale. Le jour où les États-Unis verront s'enraciner au Nicaragua un régime totalitaire et une économie collectivisée, ce jour-là, ils n'auront plus de choix: le président, qu'il soit républicain ou démocrate, donnera l'ordre d'intervenir, non pas aux forces *contras*, mais à l'Armée américaine.

Selon un représentant latino-américain, la collectivité internationale ne peut pas faire grand-chose pour empêcher une telle évolution des choses, sauf apporter sa collaboration et son soutien pour favoriser le développement économique et démocratique du Nicaragua et des autres pays d'Amérique centrale. Mais comment accroître l'autonomie de la région? Les pays industrialisés de l'Occident et certains pays latino-américains affirment parfois qu'une démocratie pluraliste serait la solution au problème; ce sont de grands hypocrites, puisqu'ils ne font aucun effort pour créer les conditions favorables au développement de la démocratie.”

Il faut aussi situer le problème dans son contexte historique. “Comment une personne ayant toujours été privée de sa liberté et ayant été soumis pendant des dizaines d'années à la dictature et à l'intervention étrangère peut-elle comprendre pleinement le sens de la démocratie?” Le processus de démocratisation est long. Chaque démocratie est le fruit de l'histoire d'un peuple, et non “un produit d'exportation”. Une démocratie à la suisse est inimaginable en Amérique centrale, où que ce soit.

“Évitons le fatalisme qui mène au communisme de temps de guerre”, voyons plutôt à fournir l'aide technique et économique qui rendra possible une économie mixte au Nicaragua. Tout en prônant la démocratie, un autre délégué a déclaré qu'il fallait éviter d'en faire un enjeu des négociations internationales: cela nuirait à tout le processus, et ce serait, a-t-il dit, “l'antithèse d'une mesure propre à accroître la confiance”.

Un parlementaire canadien a présenté quelques propositions concrètes pour soutenir le développement d'une économie mixte et la mise en oeuvre de réformes agraires au Nicaragua. Il a par ailleurs recommandé que le Congrès du travail du Canada surveille l'évolution des choses pour voir si les droits des travailleurs garantis par la Constitution sont respectés.

Bref, on a jugé que le soutien de la collectivité internationale était essentiel pour créer des conditions propices à l'instauration de la paix, conditions qui permettront ensuite de résoudre les problèmes économiques, celui des réfugiés et bien d'autres encore. “Ne nous laissez pas tout seuls”, s'est écrié un représentant de l'Amérique centrale